

» PRESSE NATIONALE

Economie 

LEMANDAT

LANCEMENT DE LA MONNAIE UNIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST : LA CÔTE D'IVOIRE AU CŒUR DU PROCESSUS

Leader économique de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), la Côte d'Ivoire apparaît comme l'un des principaux piliers du projet de monnaie unique ouest-africaine. Comptant parmi les États ayant satisfait aux critères de convergence retenus par la CEDEAO pour la première phase de lancement de l'ECO prévue en 2027, elle occupe une position stratégique dans la réussite de cette réforme régionale. Cette place est renforcée par le rôle du Président Alassane Ouattara, membre de la Task Force présidentielle de la CEDEAO, l'instance chargée d'assurer le pilotage politique du projet de monnaie unique ECO. À ce titre, il participe à la coordination des décisions stratégiques et au suivi des travaux devant conduire au lancement de la nouvelle monnaie en 2027. Première économie de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire est ainsi appelée à jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre de l'ECO.

Fraternité Matin

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX : ADAMA COULIBALY AFFICHE LA CONFIANCE DE LA CÔTE D'IVOIRE

Le Pôle Pénal Économique et Financier (PPEF) exerce, depuis ce matin du 27 juillet 2026, ses activités dans son siège de Cocody Les 2 Plateaux. Deux jours avant l'effectivité de cette relocalisation, le ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, a effectué une visite des nouveaux locaux, en compagnie de son collègue Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Sansan Kambilé. Cette visite s'inscrit dans le contexte du renforcement du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, alors que la Côte d'Ivoire se prépare à accueillir, en septembre prochain, la mission d'évaluation sur place du Groupe d'Action Financière (GAFI), organisme intergouvernemental chargé d'élaborer et de promouvoir les normes internationales en la matière. La Côte d'Ivoire affiche d'ores et déjà sa confiance dans la lutte contre le blanchiment de capitaux.

PATRIOTE

YAMOUSSOUKRO / GESTOCI : SANGAFOWA-COULIBALY INAUGURE LE BAC R14 ET LE POSTE DE CHARGEMENT EN SOURCE

Une augmentation des capacités de stockage des produits pétroliers dans la capitale politique ivoirienne. Le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, a inauguré, le vendredi 24 juillet 2026, à Yamoussoukro le nouveau bac R14 de 20 000 m³ de gasoil et le poste de chargement en source du dépôt de la Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire (GESTOCI). Après le succès de la mise en service du bac de 20 000 m³ de super sans plomb en décembre 2023, la GESTOCI franchit ainsi une nouvelle étape majeure dans le renforcement de son autonomie énergétique à Yamoussoukro. « Cette double réalisation porte nos capacités de stockage à Yamoussoukro de 60 700 m³ à 100 700 m³ nominales pour le super et le gazole », a indiqué Ibrahima Doumbia, directeur général de la GESTOCI.

: BRUNO KONÉ DÉVOILE LA NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE DEVANT 12 MILLE PRODUCTEURS

La capitale de la région du Guémon, Duekoué, a accueilli, le 25 juillet, un événement majeur pour l'avenir de la première filière agricole de Côte d'Ivoire. À l'occasion de la première Journée nationale de l'Organisation Interprofessionnelle Agricole (OIA) café-cacao, plus de 12 000 producteurs selon les organisateurs, venus des treize délégations régionales du pays ont répondu présents. Cette mobilisation exceptionnelle a servi de cadre au gouvernement pour dévoiler sa nouvelle feuille de route visant à renforcer la compétitivité du cacao ivoirien autour de trois axes stratégiques : la qualité, la traçabilité et la transformation locale. Placée sous le parrainage du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Bruno Nabagné Koné, cette rencontre marque une étape importante dans la structuration de la filière, l'Organisation interprofessionnelle agricole café-cacao étant officiellement reconnue depuis le 3 décembre 2025.

TÉLÉCOMMUNICATIONS/ MARCHÉ DU NUMÉRIQUE : 194 MILLIARDS DE FCFA EN SEULEMENT 3 MOIS

Le secteur ivoirien des télécommunications confirme sa robustesse et poursuit sa transformation numérique. Les statistiques publiées par l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) au titre du premier trimestre 2026 révèlent un marché dynamique, caractérisé par une forte progression des revenus, une explosion des investissements et une consommation toujours plus importante des services internet, malgré une stabilisation du parc d'abonnés mobiles. 194,1 milliards de FCFA. C'est la somme générée en trois mois par les seuls services internet en Côte d'Ivoire. Un chiffre qui donne le vertige, mais qui, à bien y regarder, ne fait que raconter l'histoire d'un peuple qui a fait de la connexion un besoin aussi vital que le pain quotidien. En Côte d'Ivoire, on ne consulte plus internet, on le « mange », au réveil, à midi, le soir, comme on prendrait ses trois repas. Le rapport de l'ARTCI dresse également le portrait d'un marché de la téléphonie mobile en pleine forme. Le chiffre d'affaires du secteur a atteint 279,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2026, contre 243,7 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une progression de 14,8 %.

Société 

BOUAKÉ / ÉCHANGES CITOYENS : LES POPULATIONS INSTRUITES SUR LES ACTIONS GOUVERNEMENTALES

Le CIGG, en collaboration avec le ministère en charge de la Communication, a rencontré, le samedi 25 juillet 2026, les forces vives de la région de Gbêkê, dans le cadre de la 7e étape de la caravane itinérante des « Échanges citoyens ». C'était à l'hôtel de ville, autour du thème « Impact de l'action gouvernementale dans la région du Gbêkê : résultats, perspectives et retours citoyens ». Cette initiative avait pour objectif de renforcer la proximité entre le gouvernement et les populations sur les politiques, programmes et projets mis en œuvre à leur profit, tout en recueillant leurs avis et préoccupations. Porte-parole du gouvernement, le ministre de la Communication, Amadou Coulibaly, a indiqué que cette tribune est une volonté du gouvernement de communiquer non seulement sur les acquis de la région de Gbêkê sous l'ère du Président Alassane Ouattara, mais aussi de mettre en relief les perspectives offertes par sa gouvernance. « Cette 7e édition nous rappelle que le Chef de l'État et le gouvernement attachent du prix à l'écoute des populations pour qui, ils gouvernent la Côte d'Ivoire, au nom de la recevabilité. Que chaque citoyen s'approprie les actions du gouvernement », a-t-il affirmé.

GBÊKÊ / ÉCHANGES CITOYENS : LE GOUVERNEMENT FAIT L'ÉTAT DES LIEUX DES INVESTISSEMENTS

Gbêkê / Échanges citoyens : Le gouvernement fait l'état des lieux des investissements La 7e étape de la caravane itinérante des « Échanges citoyens », initiée par le CIGG, en collaboration avec le ministère de la Communication et ses partenaires institutionnels, a fait escale, le samedi 25 juillet 2025, dans la région de Gbêkê, précisément à Bouaké, pour un exercice de redevabilité du gouvernement envers les populations. Placée sous le thème : « Impact de l'action gouvernementale dans la région de Gbêkê : résultats, perspectives et retours citoyens », cette rencontre a vu la présence d'Amadou Coulibaly, ministre de la

Communication, porte-parole du gouvernement, qui a indiqué que les « Échanges citoyens » sont une communication de proximité voulue par le gouvernement qui permet de mettre en lumière les acquis sur la gouvernance du Président de la République Alassane Ouattara, mais aussi et surtout les perspectives qu'elle offre pour le bonheur des populations. Plusieurs réalisations, notamment dans les domaines des infrastructures sanitaires, des transports, de l'éducation et de la formation, de l'électricité, de l'hydraulique, du sport et de l'emploi des jeunes, ont été réalisés.



RÉGION DU GBÊKÊ : LES ACQUIS DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE PRÉSENTÉS AUX POPULATIONS À BOUAKÉ

La ville de Bouaké, chef-lieu de région de Gbêkê, a abrité, le samedi 25 juillet 2026, la 7e étape de la caravane itinérante dénommée « Échanges Citoyens », une initiative du CICG, avec la collaboration du ministère de la Communication, Porte-parole du gouvernement. Durant plusieurs heures, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, le ministre des Transports et des Affaires maritimes, maire de Bouaké, Amadou Koné, le ministre des Ressources animales et halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, et les différents directeurs régionaux des ministères, dans un exercice pédagogique, ont présenté à leurs hôtes l'ensemble des réalisations socio-économiques du gouvernement dans la région de Gbêkê depuis 2011. Dans les secteurs de la santé, de l'énergie, de l'hydraulique, de l'éducation-formation, des infrastructures routières et de la mobilité urbaine, et bien d'autres domaines, les avancées des réalisations du gouvernement sont notables.



20E ANNIVERSAIRE DE L'AMICALE DES FEMMES DOUANIERS DE CÔTE D'IVOIRE (AFED-CI) : SOULEYMANE DIARRASSOUBA PORTE LE MESSAGE DE TÉNÉ BIRAHIMA OUATTARA À YAMOUSSOUKRO

La 3e édition de la Journée de la femme-douanier, couplée au 20e anniversaire de la création de l'Amicale des Femmes Douaniers de Côte d'Ivoire (AFED-CI), s'est tenue à l'hôtel Président de Yamoussoukro, le samedi 25 juillet 2026. Le ministre du Plan et du Développement, Dr Souleymane Diarrassouba, représentant le Vice-Premier Ministre, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, parrain de l'événement, a chaleureusement félicité ladite association, ainsi que toutes les présidentes qui se sont succédé à sa tête. « 20 ans, c'est une étape majeure dans la vie d'une association, c'est la preuve de votre maturité, de votre résilience et de la solidité de vos liens. C'est surtout 20 ans d'engagement, de solidarité agissante, de persévérance et de service dans un corps paramilitaire », a-t-il fait savoir. Souleymane Diarrassouba a noté qu'à l'instar des Journées de la femme militaire, organisées en avril 2026 par son département ministériel, le Vice-Premier Ministre, ministre de la Défense adhère pleinement à ces initiatives visant à mettre ses collaboratrices en lumière.



CENTRE DE SERVICE CIVIQUE AGC DE KORHOGO : LA PREMIÈRE COHORTE DE 500 STAGIAIRES VOLONTAIRES CÉLÉBRÉE

Le centre de service civique de Korhogo, désormais baptisé "Centre de service civique Amadou Gon Coulibaly", a abrité, le samedi 25 juillet 2026, la cérémonie de sortie de sa première cohorte de 500 stagiaires volontaires. Ce, après six mois de formation consacrés à la resocialisation, à l'apprentissage d'un métier et à la préparation de leur insertion socioprofessionnelle. Les bénéficiaires ont été formés à plusieurs métiers, notamment la mécanique auto-moto-tricycle, la sécurité, la cuisine, la boulangerie-pâtisserie, le paysagisme-pépinierisme, l'agriculture, les métiers du bâtiment, l'élevage, la gestion des conflits, le commerce et le secourisme. Au nom du Vice-Premier Ministre, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, le ministre de la Communication Amadou Coulibaly a rappelé que le service civique traduit une vision forte du Président de la République, Alassane Ouattara, qui place la jeunesse au cœur de la transformation économique et sociale du pays.

DIALOGUE SOCIAL ET BONNE GOUVERNANCE : LA HABG ÉCHANGE AVEC UNE DÉLÉGATION DE LA CSI-AFRIQUE

La Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG) a reçu, le vendredi 24 juillet 2026, à son siège, une délégation de la Confédération Syndicale Internationale – Afrique (CSI-Afrique), conduite par Mamadou Soro, secrétaire général de HUMANISME et président adjoint de la CSI-Afrique. Cette audience, tenue au siège de la HABG, a été présidée par le Professeur Yéo Souleymane, membre du Conseil de la HABG, représentant le président de l'Institution, Épiphanie Zoro Bi Ballo. Prenant la parole au nom de la délégation, Anselme Ammoussou, secrétaire général adjoint de la CSI-Afrique, a présenté les objectifs de la mission de plaidoyer organisée en marge du segment ministériel conjoint des Comités techniques spécialisés de l'Union africaine. Il a souligné l'importance des échanges avec la HABG sur les questions de gouvernance économique, de transparence, de gestion des ressources publiques et de lutte contre la corruption. En réponse, le Professeur Yéo Souleymane a présenté les missions, les attributions et les principaux axes d'intervention de la HABG.

APRÈS LE DRAME DE BAFING : L'ÉTAT FERME LA GARE DE DIARRA TRANSPORT À ODIENNÉ

Le gouvernement ivoirien a franchi une nouvelle étape dans les sanctions prises à la suite de l'accident meurtrier survenu, le 13 juillet 2026, dans le fleuve Bafing. Au lendemain de la suspension de la carte du transporteur de Diarra transport, le ministère des Transports et des Affaires maritimes a ordonné, le samedi 25 juillet, la fermeture jusqu'à nouvel ordre de la gare routière de l'entreprise à Odienné, illustrant ainsi un durcissement de la politique de contrôle dans le secteur du transport interurbain. Cette décision intervient 12 jours après l'accident d'un autocar de la compagnie sur l'axe Toubra – Biankouma, qui a fait 39 morts. Elle s'inscrit dans une série de mesures administratives prises par les autorités après les conclusions de l'enquête diligentée par le ministère.

FORMATION DES PROFESSEURS DE COLLÈGES ET LYCÉES : N'GUESSAN KOFFI PRÉPARE ACTIVEMENT LA RENTRÉE 2026-2027

La formation s'accélère au CAFOP d'Anyama, au Lycée Technique et Professionnel d'Ebimpé, au CAFOP Supérieur de Yamoussoukro et au Lycée Professionnel de Yamoussoukro. Le gouvernement, à travers le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique (MENAET), est déterminé à régler le déficit de professeurs de sciences observé dans les lycées et collèges du pays. Après la consolidation du programme qui a vu le recrutement exceptionnel, en avril 2026, de près de 2000 Professeurs de Collèges bivalents contractuels et de Professeurs de Lycées contractuels de l'Enseignement Secondaire Général, le MENAET accentue la phase de formation de la cohorte. Ainsi, depuis le 12 juillet 2026, des sessions intenses de formation se déroulent au sein des établissements cités plus haut. Le ministre N'Guessan Koffi l'avait annoncé, en marge du déploiement des enseignants contractuels de Mathématiques, Physiques et Chimie sur tout le territoire national, en avril dernier, préparant ainsi activement la rentrée 2026-2027.

Culture **RELANCE DU CINÉMA : FRANÇOISE REMARCK TÉMOIGNE DE LA VOLONTÉ DE L'ÉTAT À ACCOMPAGNER LES PROFESSIONNELS**

Françoise Remarck, ministre de la Culture et de la Francophonie, a accordé une audience, le jeudi 23 juillet 2026 à son Cabinet au Plateau, aux membres du Syndicat National des Acteurs de l'Audiovisuel et du Cinéma de Côte d'Ivoire (SYNAAC-CI), informe la page Facebook du ministère de la Culture et de la Francophonie. Au cours de l'audience, les responsables du ministère ont présenté le statut de l'artiste en Côte d'Ivoire, en mettant l'accent sur les droits et les obligations prévus par le décret n°2021-624 du 20 octobre 2021. Éva Sandrine Guéhi, secrétaire générale du SYNAAC-CI, a indiqué qu'à travers cette organisation, les acteurs de l'audiovisuel et du cinéma disposent d'une structure représentative chargée de défendre leurs intérêts professionnels, économiques et sociaux, tout en contribuant à l'amélioration de leurs conditions. « Cette audience témoigne de la volonté du gouvernement, à travers le ministère de la

Culture et de la Francophonie, d'accompagner les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel dans la construction d'un secteur mieux organisé, plus compétitif et davantage protecteur des droits des artistes », a dit la ministre.

Sport 



ÉLÉPHANTS DE CÔTE D'IVOIRE : ÉMERSE FAÉ RECONDUIT POUR TROIS MOIS

Émerse Faé ne bouge pas. Il reste en poste à la tête de la sélection nationale de football, pour au moins trois mois. Ainsi en a décidé, samedi, le Comité d'urgence de la FIF, composé de 8 personnes, dont le président, le 1er vice-président et les deux présidents des Liges, qui a statué sur le cas du technicien ivoirien. Selon un confrère qui relaie l'information, les débats ont été houleux, entre la reconduction jusqu'à la fin de l'année ou laisser ses adjoints (Démel et Gouaméné) faire les pré-listes et la liste définitive. Le contrat du sélectionneur des Éléphants, Émerse Faé, prend fin avant la prochaine fenêtre des éliminatoires de la CAN 2027, qui aura lieu en Tanzanie, en Ouganda et au Kenya.



TOURNOI UFOA B/ YAMOUSSOUKRO 2026 : LA CÔTE D'IVOIRE PULVÉRISE LE BÉNIN (5-0)

C'est en fanfare que la Côte d'Ivoire a entamé le tournoi de l'Union des Fédérations Ouest-Africaines (UFOA) de football zone B, à Yamoussoukro, au stade Charles Konan Banny, le dimanche 26 juillet 2026. Pour son baptême sur le banc des U20, Oussou Israël a eu droit à un feu d'artifice de la part de ses poulains, qui ont pulvérisé le Bénin (5-0) à l'issue des 90 minutes de jeu. Convaincus qu'une victoire peut leur permettre de mieux appréhender le prochain match et de maximiser leurs chances de qualification pour les demi-finales dans une poule à trois, les Ivoiriens n'ont pas laissé traîner les choses en déroulant le rouleau compresseur par marquer coup sur coup. La Côte d'Ivoire s'impose donc sur le score sans appel de 5-0 et s'assure la qualification pour les demi-finales, en attendant son deuxième match du tournoi, le 1er août 2026, face au Niger.



VU SUR LE NET

Politique 



YOPOUGON : LES RÉPÉTITIONS DES FESTIVITÉS DE L'INDÉPENDANCE ONT EFFECTIVEMENT DÉMARRÉ CE DIMANCHE

Les répétitions des festivités marquant le 66^e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire ont effectivement débuté ce dimanche 26 juillet 2026 sur l'axe Siporex-Kenya, dans la commune de Yopougon. Conformément aux dispositions annoncées par les autorités, la circulation sur cet axe est interrompue de 08h à 16h afin de permettre le bon déroulement des répétitions prévues en prélude à la célébration officielle de la fête nationale. Les prochaines séances de répétition se poursuivront les 31 juillet ainsi que les 02, 04 et 05 août 2026. Durant ces journées, un plan de circulation alternatif est mis en place pour faciliter les déplacements des usagers et limiter les perturbations du trafic. Les autorités invitent les automobilistes et les populations à faire preuve de compréhension et à emprunter les itinéraires de déviation prévus pendant la période des répétitions.

Economie 

LUTTE CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE : A BOUNDIALI, L'AFFICHAGE DES PRIX PROTÈGE LE POUVOIR D'ACHAT DES CONSOMMATEURS

Dans la région de la Bagoué, la lutte contre la cherté de la vie se traduit par une mesure simple mais essentielle : l'affichage obligatoire des prix. Dans les rayons des grandes surfaces comme dans les commerces, cette disposition permet aux consommateurs de connaître le prix d'un produit avant son achat et de faire leurs choix en toute confiance. Pour les clients, cette transparence facilite la gestion du budget familial. Avant de passer en caisse, chacun peut comparer les prix, évaluer ses dépenses et s'assurer que les tarifs affichés sont bien ceux qui sont appliqués. « L'affichage des prix me permet de savoir combien je vais dépenser. Je peux mieux gérer mon argent et vérifier que le prix affiché est bien celui que je paie à la caisse. » souligne Francisca Tao, commerçante. Selon le Conseil national de Lutte contre la Vie Chère (CNLVC), près de 95 % des prix plafonnés sont aujourd'hui respectés à l'échelle nationale. Contrôles, sensibilisation, sanctions et vigilance des consommateurs contribuent ainsi à renforcer la transparence du marché et à mieux protéger le pouvoir d'achat des populations.

Société 

INSERTION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP : LE GOUVERNEMENT MULTIPLIE LES INITIATIVES POUR DES EMPLOIS DÉCENTS

Dans la dynamique de création d'emploi, le gouvernement accorde une grande attention aux personnes en situation de handicap afin de leur offrir des opportunités pour leur plein épanouissement à travers des emplois décents. Malvoyants, malentendants, handicapés psychomoteurs ou personnes de petite taille, la question du handicap est prise en compte dans la politique d'insertion professionnelle. Le gouvernement s'est doté de plusieurs instruments pour assurer leur insertion sociale conformément aux valeurs contenues dans le programme « Une Côte d'Ivoire Solidaire » et réaffirmées dans la vision qui porte l'ambition de la « Grande Côte d'Ivoire ». C'est dans cet élan que le gouvernement est engagé à donner l'exemple en matière de recrutement. En effet, le nombre de personnes en situation de handicap recrutées à la fonction publique était de 2 307 en 2024. Et de nombreuses actions participent à l'édification d'une administration moderne et inclusive. Le Centre de Perfectionnement des Fonctionnaires et Agents de l'État-Amadou Gon Coulibaly (CPFAE-AGC), dans ses habits neufs, est le reflet de cet engagement. (Source : CICG)

ÉCHANGES CITOYENS DANS LE GBÊKÊ : LA DIRECTRICE DU CICG, AWA DOSSO, APPELLE LES POPULATIONS À S'APPROPRIER LE CENTRE D'APPEL DU GOUVERNEMENT "ALLO 101"

La directrice du Centre d'Information et de Communication gouvernementale (CICG), Awa Dosso, a appelé les populations de la région de Gbêkê à s'approprier le centre d'appel gratuit du gouvernement Allo 101 qui permet à tout citoyen de remonter ou de recueillir des informations. C'était à la faveur de la septième étape de la caravane itinérante des "Échanges Citoyens", une plateforme privilégiée de dialogue direct entre les populations et les acteurs de l'action publique, le samedi 25 juillet 2026 à Bouaké, chef-lieu de région de Gbêkê. "Le gouvernement met à votre disposition son centre de contact citoyen, Allo 101, accessible gratuitement depuis tout téléphone fixe ou mobile, 7 jours sur 7, de 7h30 à 20h. Ce numéro court 101 que je vous demande d'ailleurs d'enregistrer dans vos téléphones portables, dès aujourd'hui, vous permet d'interagir avec l'administration", a exhorté Awa Dosso. Elle a ajouté que ce numéro permet, non seulement d'interagir avec l'administration en français, en anglais, mais également dans plusieurs langues nationales. (Source : CICG)

ÉCHANGES CITOYENS : LES POPULATIONS DE LA RÉGION DE GBÊKÊ SENSIBILISÉES À L'ENRÔLEMENT À LA CMU ET À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

À chacune de ses étapes, la tribune Échanges Citoyens organisée par le CICG, avec la collaboration du ministère de la Communication, constitue un cadre privilégié pour sensibiliser les populations aux différents instruments de protection sociale et de sécurité mis en place par le gouvernement. À Bouaké, capitale de la région de Gbêkê, le samedi 26 juillet 2026, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), par la voix de son coordonnateur régional, Agnéro Gnagne Agenor, a sensibilisé les populations à l'enrôlement à la Couverture Maladie Universelle (CMU). Selon l'intervenant, la région de Gbêkê compte 1 352 900 habitants (dernier Recensement général de la population en 2021) et à ce jour, 1 320 431

personnes sont enrôlées à la CMU , soit 97,6%. Il a lancé un appel aux populations afin qu'elles continuent l'enrôlement et retirent également leur carte. Avec une cotisation mensuelle de 1000 FCFA par mois par personne, cette carte d'adhérent permet à l'assuré de ne payer que 30% des frais de consultation, d'hospitalisation, de médicaments essentiels, etc. (Source : CICG)



FÉLICIA GUÉI ÉPOUSE KOUASSI, AMBASSADEUR, DIRECTEUR GÉNÉRAL DES AFFAIRES JURIDIQUES, CONSULAIRES ET DE L'ÉTAT CIVIL AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE : "POUR LES ACTES D'ÉTAT CIVIL SURVENUS À L'ÉTRANGER ET CONCERNANT DES IVOIRIENS, SEULS SONT ADMIS LES EXTRAITS ET COPIES D'ACTES S'Y RAPPORTANT QUI ONT ÉTÉ DRESSÉS ET TRANSCRITS PAR L'AGENT DE LA REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE ET DU POSTE CONSULAIRE"

Dans cet entretien accordé au CICG, Félicia Guéi Épouse Kouassi, Ambassadeur, Directeur général des Affaires juridiques, Consulaires et de l'état civil au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, explique le processus de délivrance des actes d'état civil consulaires et l'importance pour les Ivoiriens résidant à l'étranger de détenir des documents d'état civil. Ce qui leur permettra de jouir de leurs droits civils et civiques. "Un acte d'état civil, selon l'article Premier de la loi n° 2025-220 du 28 mars 2025, est un écrit par lequel un officier ou un agent d'état civil constate avec authentification les principaux événements dont dépendent les personnes. Ces principaux événements dressés et transcrits dans les représentations diplomatiques et consulaires sont appelés acte d'état civil consulaire", a-t-elle expliqué, avant d'ajouter : "Pour les actes d'état civil survenus à l'étranger et concernant des Ivoiriens, seuls sont admis les extraits et copies d'actes s'y rapportant qui ont été dressés et transcrits par l'agent de la représentation diplomatique et du poste consulaire".

» AGENCE DE PRESSE

Economie 



PLUS DE 2 000 BOUTEILLES DE GAZ BUTANE RETIRÉES DES CIRCUITS CLANDESTINS À DALOA

Le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, à travers la Direction Générale des Hydrocarbures (DGH), en collaboration avec le corps préfectoral, ainsi que les forces de défense et de sécurité, a procédé à la saisie de plus de 2 000 bouteilles de gaz butane à l'issue d'une opération menée dans la nuit du 25 au 26 juillet 2026 à Daloa (Centre-Ouest). Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale engagée par le ministère en vue d'éradiquer le transvasement frauduleux du gaz butane, une pratique illégale qui constitue un danger majeur pour la sécurité des populations. L'opération a ciblé plusieurs sites servant au transvasement illicite du gaz butane destiné aux ménages. Cette pratique, formellement interdite par la réglementation en vigueur, expose les populations à de graves risques d'incendie et d'explosion, tout en perturbant l'approvisionnement du marché en gaz domestique.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



@gouvci officiel



+225 07 87 36 36 36



Centre d'appel
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 📢

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



CICG

www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable